1	2	3

1
2
3

1	2	3
4	5	6

Evolution

DES

PARTIS

PAR

ANATOLE

QUEBEC
L'IMPRIMERIE NATIONALE
1920

Evolution

— DES —

PARTIS

PAR

ANATOLE

QUEBEC
L'IMPRIMERIE NATIONALE
1920

Evolution

— DES —

PARTIS

Evolution des Partis

Existe-t-il seulement un bon parti?
Si l'on est d'un parti, cela veut dire que l'on a pris parti. Autant avouer qu'on est de parti pris, — le pire des partis.

De l'"Illustration".
(29 novembre 1919).

.... il faut que vous sachiez que, depuis plus de soixante et dix lunes, il y a eu deux partis opposés dans cet empire, sous les noms de "Trameckzan" et de "Slamekzan, termes empruntés des *hauts et bas talons* de leurs souliers, par lesquels ils se distinguent....

Sa Majesté a résolu de ne se servir que des *bas talons* dans l'administration du gouvernement et dans toutes les charges qui sont à la disposition de la couronne..........

.... tout le monde convient que la manière primitive de casser les oeufs avant que nous les mangions est de les casser au gros bout; mais l'aïeul de Sa Majesté régnante, pendant qu'il était enfant, sur le point de manger un oeuf, eut le malheur de se couper un des doigts, sur quoi l'empereur son père donna un arrêt pour ordonner à tous ses sujets, sous peine de griéves peines, de casser leurs oeufs par le petit bout. Le peuple fut si irrité de cette loi, que nos historiens racontent qu'il y eut, à cette occasion, six révoltes, dans lesquelles un empereur perdit la vie et un autre la couronne...

.... On suppute que onze mille hommes ont, à différentes époques, aimé mieux souffrir la mort que de se soumettre à la loi de casser leurs oeufs par le petit bout. Plusieurs centaines de gros volumes ont été écrits sur cette matière; mais les livres des *"gros-boutiens"* ont été défendus depuis longtemps, et tout leur parti a été déclaré, par les lois, incapable de posséder des char—

SWIFT

(Gulliver à Lilliput, ch. IV.)

"Les vieux partis sont morts": voilà ce que l'on e tend dire tous les jours, et par une infinité de gens. quand tout le monde s'accorde à dire ainsi une même c se, il y a de grandes chances pour que cela soit bien p d'être vrai.

Notre antique système de politique à deux compar ments étanches, importés d'Angleterre, — "made in En land", — a vécu. Même dans nos hautes sphères adm nistratives fédérales, on répudie ce mode caduc de gérer chose publique, et l'on aspire à trouver mieux. Mais quelque chose de mieux, on n'est même pas encore parven à en donner une définition satisfaisante.

On a bien trouvé un nom; on a lancé ces trois mot national, libéral, conservateur. Et l'unionisme étant enco de mode, on a enlevé les virgules et on les a remplacé par des traits d'union. Ainsi, tout le monde devrait êtr d'accord. Mais comme nom, surtout comme nom de part c'est un peu long.

Nous avions pourtant assez souvent entendu di qu'imiter l'Angleterre en tout c'était le commencement d la loyauté. Or, dans l'antique Albion, quand on a bapti les deux grands partis politiques, on s'en est tenu, dans l deux cas, à des mots de quatre lettres chacun: on a désign l'un des partis sous le nom de "whig", et l'autre sous nom de "tory". Ici, en Canada, on s'est d'abord serv abusivement, des mots: "libéral" et "conservateur", ma dans le langage ordinaire, on disait le plus souvent: "bleu (quatre lettres), et "rouge" (cinq lettres), ce qui était s tenir dans la bonne tradition anglaise, et faire de l'imp rialisme avant la lettre. Ce n'est que plusieurs années aprè l'établissement du gouvernement responsable, à une épo que de dissensions et d'incertitude, — vers 1854, — qu l'on eut pour la première fois l'idée de joindre par un trai d'union les deux mots les plus longs qui servait à désigne

nos partis. Ce fut une grande trouvaille: ce mot double: "libéral-conservateur" signifiait tout ce que l'on voulait... et rien du tout.

Si le nom de "national-libéral-conservateur" est un peu long, ce que l'on désigne par ces trois mots est tellement vaste que c'en est un peu vague. Ce que le grand chef du nouveau parti replâtré aimerait bien, c'est que sous les drapeaux d'un si vaste parti, tout le monde vînt se ranger. C'est bien là l'idée de derrière la tête du nouveau premier ministre, s'il faut prendre au sérieux ses récents discours. Mais il ne nous a pas encore dit par quel stratagème il fera s'accorder ensemble les intérêts si divers et opposés d'une pareille macédoine de partisans.

Il n'est pas nécessaire de remonter bien haut dans notre histoire politique pour trouver la date où l'on commença à avoir des doutes sur l'excellence de cette théorie des deux partis uniques qu'on pourrait définir: le monde politique en deux compartiments... plus ou moins étanches.

Nul n'ignore que l'Union de 1840 — (avec un grand "U": la théorie de l'unionisme ne date pas seulement de la Grande Guerre), — formant du Haut-Canada et du Bas-Canada une seule province, avait été conclue dans le but de mater l'élément canadien-français de la province de Québec fauteur de la rébellion de 1837-38. Dans notre première assemblée législative, constituée sous l'empire de l'"Acte de Québec" de 1791, le parti tory était composé des Anglais (de la province de Québec), assimilateurs et dominateurs, formant une vaste bureaucratie, dirigée par le Gouverneur, qui se considérait lui-même comme un simple fonctionnaire du Ministère des Colonies, à Londres ("Downing Street"); tandis que le parti libéral, au contraire, était formé de l'immense majorité des Canadiens-Français qui luttaient pour conserver leur langue, leur religion, et leur place au soleil. Cette époque fut la

période héroïque de notre histoire parlementaire; de cet heureux temps, il n'y avait pas d'erreur possible, tory était un tory, et un libéral était un libéral.

Dans le premier ministère formé sous le régime de l'Union en 1840, le Haut-Canada, beaucoup moins peup[lé] que le Bas-Canada, était représenté par MM. Drape[r], Sullivan, Dunn, Harrison et Baldwin, — auxquels on a[d]joignit plus tard M. Killaly, (député de London), — tan[dis] que le Bas-Canada n'était représenté que par MM[.] Ogden, Daly et Day. A remarquer, en passant, que dan[s] ce ministère, il n'y avait qu'un seul catholique, M. Daly (député de Mégantic), et pas un seul Canadien de langu[e] française. Aujourd'hui, après quatre-vingts ans de gou[-]vernement représentatif, et plus d'un demi-siècle du régi[-]me si riche en promesses de la Confédération, nous en sommes revenus à peu près à notre point de départ de 1840. Près de deux millions de Canadiens et Acadiens de langue française, formant le quart de la population totale du pays, sont représentés, dans le cabinet actuel, par un seul ministre; — un sénateur, innamovible et irres-ponsable.

Nous entendons dire tous les jours que l'histoire se répète: c'est un truisme. Les causes semblables produisant des effets analogues, notre vie politique donne le spectacle d'éternels recommencements. Les chefs politiques de 1840, comme ceux de 1867 (voire de 1917 et de 1920), crurent devoir se mettre dans de grands frais de camou-flage. En ces temps difficiles, les "hommes du jour", les maîtres de l'administration sentirent le besoin de dissi-muler leurs buts de guerre, et de louvoyer sous de fausses couleurs. L'idée leur vint de donner à leur parti un nom qui signifiait tout en général et rien en particulier, et d'élaborer des programmes grandioses et d'une telle en-vergure que le menu fretin de l'électorat en serait facile-ment la dupe.

Après la suspension de la constitution qui avait été nécessitée par la rébellion de 1837, — l'état de guerre ne pouvant toujours durer, — il fallut songer à rafistoler la charte de 1792, (appelée "Acte de Québec"). Le ministère Draper-Ogden (1840-42) se donnait comme un ministère d'union, — l'ironie était un peu forte, — ou de coalition, quand, en réalité, il était la résultante d'une vaste conspiration dans le but de noyer sous le nombre, asservir et assimiler l'élément français du Bas-Canada. M. Draper (député de Russell), et M. Ogden (député de Trois-Rivières), les chefs incontestés de l'administration, étaient de purs tories, les créatures de la haute bureaucratie dont le chef était le Gouverneur, — un pantin administratif dont les fonctionnaires de Downing Street faisaient aller les ficelles. — Deux ministres cependant, MM. Baldwin et Day, passaient pour professer des idées libérales.

L'histoire se répète, et je ne crains pas de le répéter. "Qu'allait-il faire dans cette galère?" . . . . pourrions-nous dire au sujet de l'hon. M. Baldwin qui avait consenti à faire partie de ce ministère Draper? Le souvenir de l'hon. Robert Baldwin, après tant d'années écoulées, est encore très cher à la mémoire des Canadiens de la province de Québec. Il est probable que, circonvenu par des faiseurs avides de se parer de son amitié, et d'utiliser à leur profit sa grande influence, il entra dans ce ministère ultra-tory comme, de nos jours, l'hon. M. Crerar fut induit à faire partie du ministère soi-disant unioniste de Sir R. Borden. Aussi, comme M. Crerar, M. Baldwin fut le premier à sortir du ministère Draper. Dès 1841, il donnait sa démission.

En 1842, l'hon. H. Lafontaine formait un premier ministère libéral en s'adjoignant l'hon. R. Baldwin. Mais par suite de divergences de vues avec le Gouverneur, (Sir Charles Bigot), encore trop puissant, M. Lafontaine crut de bonne politique de se retirer, en 1844, pour faire place à

un ministère Draper-Viger, — éphémère coalition et ridicule tentative de "cramponnage" administratif. Dès 1848 M. Lafontaine et M. Baldwin revenaient au pouvoir, et formaient leur grand ministère qui devait faire triompher d'une manière si éclatante les vrais principes du gouvernement responsable.

En 1853, après la retraite définitive de MM. Lafontaine et Baldwin, les affaires politiques du Canada-Uni retombèrent dans le plus lamentable chaos. C'est alors que l'on eut l'idée de la fameuse alliance de 1854 qui donna naissance au parti bleu de Macdonald et de Cartier. Le tory Sir Allan N. MacNab, héritier politique des Draper, des Ogden et des Sherwood, consentait, avec plus ou moins de sincérité, à mettre suffisamment d'eau dans son vin pour pouvoir s'unir aux libéraux modérés les plus influents du Bas-Canada, MM. Morin, Taché, Cartier, Chauveau, Chabot, Cauchon, Langevin, Chapais et autres, ne laissant dans l'opposition, alliés à quelques "cleargrits" de l'Ontario, les Dorion, les Papin, les Doutre, les Laberge, les Marchildon, etc., etc.... formant autour de M. Papineau, retour de France, un groupe que l'on a appelé la "Pléiade Rouge". Née d'un compromis qui était une cote mal taillée, cette alliance de 1854, comme toutes les autres manigances coalitionistes, fut présentée au public par ses auteurs à la fois comme un gage séduisant de bonne entente, et une promesse de bons procédés. Le grand parti que l'on prétendit former, que l'on décora du nom de "libéral-conservateur" était loin d'être aussi homogène que ses chefs le prétendaient. Comment pouvait-on être à la fois, tory, conservateur et libéral? On a beau se prétendre modéré, et même s'efforcer de l'être, il est impossible d'élaborer un programme honnête et sincère qui puisse donner satisfaction à tant de partisans divers? En l'espèce, il s'agissait de donner satisfaction aux tories dominateurs et assimilateurs, (ils furent toujours les mêmes),

sans trop froisser les patriotes français de la province de Québec, éternellement sacrifiés. Aussi, cette fameuse alliance de 1854, sur laquelle les bénévoles modérés de toutes nuances avaient fondé de si belles espérances, ne donna pas les résultats espérés.

Même l'arrivée au premier plan de notre scène politique d'un homme d'Etat de l'envergure de John-A. Macdonald ne put procurer au nouveau parti l'élément de stabilité que le pays tout entier réclamait à cette époque. En moins de douze ans, depuis la chute du ministère McNab-Morin, (plus tard McNab-Taché) jusqu'à la Confédération, on vit se succéder, très rapidement, les diverses combinaisons, unions ou coalitions suivantes:

Taché-J.-A. Macdonald, (1856).
J.-A. Macdonald-Cartier, (1857).
Brown-Dorion, (1858).
Cartier-J.-A. Macdonald, (1858).
J.-Sandfield McDonald-Sicotte, (1862).
J.-Sandfield McDonald-Dorion, (1863).
Taché-J.-A. Macdonald, (1864).
Taché-J.-A. Macdonald-Brown, (1854).
Belleau-J.-A. Macdonald, (1865).

"En trois ans, dit Louis-P. Turcotte — ("Le Canada "sous l'Union" p. 518) — quatre ministères différents "avaient été condamnés, et deux élections générales a-"vaient eu lieu sans rétablir l'harmonie. . . ." De si fréquents changements de ministère étaient une preuve que l'alliance ou l'union des tories mitigés et des libéraux transigeants avait fait faillite avec toutes les théories unionistes de cette époque.

Puisqu'il n'avait pas suffi de joindre les Anglais de l'Ontario à ceux de la province de Québec pour assimiler ou annihiler l'élément français, on eut l'idée d'une vaste Con-

fédération, qui unirait aux vieilles provinces, les provinces Maritimes et l'Ouest immense. C'était là une idée absolument conservatrice, et la majorité des politiciens de langue française de tout le Canada fut la dupe de ses alliés.

La Confédération a été la grande oeuvre de John-A. Macdonald qui y trouva l'occasion de faire triompher ses idées et de faire valoir sa manière de gouverner qui était la manière forte. Dans l'"Union des deux Canadas", publié en 1898, par le sénateur L.-O. David, nous lisons (p. 291) que Cartier écrivit un jour à un ami: "Défiez-vous de Sir John-A. Macdonald". Par beaucoup de gens, cette parole de Cartier a été considérée plutôt du domaine de la légende que de celui de l'histoire.

Le projet de la Confédération, sitôt qu'il fut lancé, rencontra beaucoup d'opposition. Tous les démocrates, — (voire même un conservateur: Henri-Elzéar Taschereau, député de Beauce) — sous la direction de l'hon. A.-A. Dorion, ainsi que l'immense majorité de la brillante jeunesse de l'époque, s'opposèrent à la Confédération. On dit même qu'Honoré Mercier, étoile déjà brillante à notre horizon politique, trouva dans son opposition à ce vaste projet, l'orientation première qui devait le conduire vers un avenir si brillant.

Le grand ministère Macdonald formé pour inaugurer la Confédération, n'était pas aussi homogène qu'on se l'imagine communément de nos jours. C'était un ministère de coalition comme nous en avons tant eu. A chacune des époques critiques de notre histoire parlementaire, les chefs conservateurs, pour imposer leur domination, eurent l'idée de tendre à ceux qu'ils voulaient asservir une branche d'olivier. Mais sous cette branche d'olivier il y est toujours, — et assez mal dissimulée — une férule. Des mains des Draper, des MacNab, des Macdonald, cette féru-

le était passée aux mains de Sir R. Borden qui vient de la remettre à M. Meighen. L'incendie du parlement d'Ottawa en 1916, comme la grillade de celui de Montréal en 1849, avait fait disparaître l'antique masse d'armes; cette masse d'armes n'était qu'un "instrumentum regni" en métal doré mais périssable, tandis que la férule sous la branche d'olivier des ministres tories est éternelle puisque c'est un mythe.

Au sujet de la composition du Grand ministère Macdonald en 1867, soi-disant libéral-conservateur, je citerai quelques lignes de l'"Histoire populaire du Canada" de J. Castell Hopkins (traduction B. Sulte). — "Plusieurs de "ces membres (du cabinet Macdonald), J.-A. Macdonald, "Galt, Cartier, Campbell, Langevin, Chapais et Kenny "étaient des conservateurs, tandis que MM. MacDougall, "Tilley, Mitchell, Howland, Archibald et Ferguson Blair "avaient été libéraux sous des conditions antérieures dans "leurs provinces. De fait, plusieurs de ces messieurs "continuèrent pendant un certain temps à s'appeler libé-"raux et à considérer leur ministère comme un cabinet de "coalition. (Edition de 1900 p. 438). Mais Sir John-A. Macdonald était à la fois trop habile et trop autoritaire pour ne pas réussir en peu de temps à faire de ses ministres et de tous ses partisans de bons bleus. Et c'est ainsi qu'on les a toujours considérés depuis.

Enfin, Sir Wilfrid Laurier vint. Dans les innombrables discours qu'il a prononcés au cours de sa carrière politique assez longue, il n'a jamais manqué une occasion d'exprimer sa très sincère et profonde admiration pour les grands hommes du parlementarisme anglais, — les "whigs" préférablement, — depuis W. Pitt jusqu'à W. Gladstone. Et l'on sait que chez les politiciens anglais de toutes les écoles, les tiers partis ont toujours été assez mal vus. Depuis bon nombre d'années déjà, les Irlandais d'une part, les "travaillistes" d'autre part, n-

rent un effort considérable pour revendiquer leurs dro
Ils furent d'abord considérés comme de simples rebel
des outlaws, par les chefs de partis, et définitivement.
Irlandais furent classés parmi les "irréductibles", tan
que les "travaillistes" estimèrent avoir gagné leur po
en faisant entrer dans le cabinet un de leurs représ
tants. On considéra comme une grande victoire soc
liste l'entrée, — décembre 1905, c'est une date, — du t
honorable John Burns dans le ministère Campbell-B
nerman. Il faut se hâter de dire cependant que le
très honorable John Burns passa sur le banc de la corr
tionnelle de Old Bailey d'où on l'envoya à la géôle
Pentonville pour y méditer sur les hauts et les bas de
grande politique, avant d'être invité, dix-huit ans p
tard, à aller s'asseoir au banc des ministres.

Chez les ouvriers du dernier bateau on estime
John Burns et ceux qui l'ont suivi et imité ont un peu t
pratiqué cette philosophie qui consiste à se contenter
peu. Le vingtième siècle où nous vivons réclamait qu
que chose de mieux, et l'on a vu, depuis la nomination
très honorable John Burns comme "président de l'Offi
du gouvernement local" (Larousse), l'avènement d
ministère ouvrier en Australie, et de nos jours, en On
rio, la formation du premier ministère "fermier", le
nistère Drury. — 1919. — *une grande date.* Dans
vieille Angleterre traditionaliste, ("ye old England")
se voile la face à la vue de ces innovations trop colonial
Les chefs politiques les plus avisés de ce pays "étrange
suranné", comme dit l'autre (Théodore de Banvil
croient encore que le remède à leurs maux présents et
turs serait de faire entrer dans le parti whig un cert
nombre de représentants des "travaillistes", des Irland
protestants de l'Ulster, et des Irlandais catholiques, p

...t que le parti tory ferait exactement la même chose. Le ...l énoncé d'une pareille situation politique en démontre ...idicule absurdité.

Dans un grand discours prononcé en Angleterre, Sir ...lfrid avait dit, un jour, qu'il était: "Britisher to the ...e". On lui a assez reproché cette parole, — avec sa ...daille du Cobden Club, — probablement parce qu'elle ... prononcée à l'époque où s'élaborait, à Londres, le ...ste projet de notre participation à la marine impérialis... et à toutes les autres manigances de l'impérialisme ...litarisant. Il serait plus juste pour la mémoire du ...nd homme de dire qu'il prononça ces paroles seulement ...r témoigner de sa grande admiration pour le parle...ntarisme anglais. Deux grands partis conduits par ... chefs honnêtes et expérimentés, administrant tour à ...r la chose publique, sous l'oeil vigilant d'une opposition ...n intentionnée, rivalisant de zèle éclairé et faisant ...uve d'une loyale émulation pour assurer le bien du peu... voilà l'idéal rêvé par Sir Wilfrid, et il croyait, avec ...t l'optimisme de Candide, l'avoir trouvé chez le peuple ...glais. Seulement, la rigueur des temps, les problèmes ...iaux épineux, et surtout l'intrusion néfaste de l'HOM...E D'AFFAIRES dans les hautes sphères, — et la ...se cuisine des partis, — ont irrémédiablement gâté le ...rfait idéal lauriériste.

Ce régime de politique en deux compartiments est de ...dition dans le monde anglo-saxon: les Etats-Unis d'A...rique, la Grande-Bretagne et quelques-unes de ses plus ...portantes colonies. Mais dans l'Europe continentale, ...même en Chine et au Japon, la politique de groupes et ...sous-groupes a toujours prévalu. Parce que ce systè... a eu, en somme, quelques bons résltats dans le monde ...glo-saxon, cela ne veut pas dire que c'est la perfection ...me, et que tous les autres pays du monde ont été mal ...uvernés.

Je crois que l'on n'est pas encore parvenu à t
une solution définitive au grand problème de l'org
tion des partis: est-ce que ce sont les chefs qui font le
tis, ou si ce sont les partisans qui doivent se chois
chefs? Voilà..... Le pouvoir doit-il émaner d'en
ou venir d'en bas?..... C'est le hic!... Pour ma
j'oserais dire, sauf erreur, que laisser à la mult
l'initiative de se choisir des chefs est une pratique t
fait logique: c'est du soviétisme le plus rationnel
plus excellent bolchévisme. Ces gros mots ne me fon
peur; ils ont, provisoirement, un sens péjoratif, ma
s'y fera. Il y a cent trente ans, environ, le mot républ
suggérait l'idée d'un formidable croquemitaine socia
cepen nt Léon XIII, le plus avisé des grands papes,
seilla un jour aux Français bien pensants de se rallier
République..

Ce n'est pas approuver les atrocités du bolchévi
que de croire à sa mission possible et salutaire.
sait s'il n'y a pas, dans son évangile, ce petit grain de s
vé de justice et de piété qui lui permettra, un jour, de
muer les peuples? Les horreurs de l'Inquisition,
"grillade" de Jeanne d'Arc, qu'un évêque catholique et
cardinal se sont donnée en spectacle, et beaucoup d'aut
et coetera n'ont pas diminué le christianisme, et m
sieur Homais lui-même se plaît à reconnaître que
christianisme apporta au monde une morale..." (Fl
bert — "Madame Bovary"). Le bolchévisme humani
mieux avisé et plus tolérant nous apportera peut-être
mode ou la formule idéale de gouvernement qui permett
à l'homme des champs, à l'artisan et au petit salarié
lancer la pierre au front du Goliath hideux de la plou
cratie et de le terrasser. La révolte de l'écorché était u
de ces éventualités que les moins avisés pouvaient prévo
Le jour devait venir fatalement où les membres les pl
utiles de la société, les producteurs, relèveraient la tête

vendiqueraient avec une suprême énergie leurs droits.
bolchévisme est à nos portes: il demande audience, et
ne sera pas bon de lui faire faire antichambre trop
gtemps.

On nous a beaucoup parlé et on nous parle encore des
sses dirigeantes. Quelles sont ces classes dirigeantes?
quelles sont, surtout, les classes qui ne peuvent pas
e dirigeantes? Affirmer qu'il existe des classes diri-
antes, c'est affirmer, comme corollaire, qu'il y a des
sses qui doivent nécessairement être dirigées. C'est
créter qu'il y a et qu'il devra toujours y avoir des parias
qu'on rangera parmi ces parias, ceux qui n'ont pas
struction, ou ceux qui n'ont pas pignon sur rue dans
villes, ou ceux qui n'ont pas de rentes sur l'Etat, ou
x qui n'ont pas de parts de chemin de fer, de débentu-
de corporations industrielles, etc., mais pour tout par-
ge la seule vigueur de leurs bras et la force de leur vo-
té pour lutter contre les difficultés du présent et parer
aléas de l'avenir. Malheureusement pour notre pays,
x qui, par leur éducation, leur état de fortune, ou leur
bileté dans le négoce ou l'intrigue ont fait partie de ces
sses soi-disant dirigeantes se sont montrées tellement
oïstes, et ont fait payer si cher les quelques services
'ils ont pu rendre à la communauté, que la masse du
uple les a en horreur. Le règne des affameurs, des mer-
ntis, des capitalistes et des trustards est bien fini. (Et
tre Sir Lomer Gouin, pour un, qui vient de faire son
ara-kiri" politique, a prouvé qu'il avait très bon nez).

Nous sommes à un tournant de notre histoire politi-
e: cette constatation a déjà été faite en plusieurs cir-
nstances, mais il est plus à propos que jamais de la refai-
encore une fois. C'est un fait nouveau dans notre politi-
e: en trois ans, ou à peu près, trois nouveaux chefs ont
rgi. (Et je ne compte pas l'hon. M. Drury, pour ne pas

sortir du domaine de la politique fédérale). L'un, l'ho[n.] Crerar, fondateur du parti, pour ainsi dire, est pa[ssé] au premier rang, poussé par voeu spontané, unani[me et] tacite de tous ses partisans; l'autre, l'hon. M. King, choisi par les grandes assises de son parti spéciale[ment] convoquées dans ce but; et le dernier, le plus impo[rtant] par ses fonctions actuelles, a été désigné "par décre[t no]minatif" de son prédécesseur avec l'assentiment pr[é]... unanime de ses partisans. Ça nous mènerait trop [loin] d'examiner laquelle de ces trois manières de se donne[r un] chef est la préférable. Il peut bien se faire que toute[s] trois soient également aptes à faire surgir le mei[lleur] homme. Dans tous les cas nous ne serons pas te[ntés], dans l'espace, d'aller demander des conseils à nos ami[s] Américains. Ils viennent de donner au monde le spec[tacle] peu édifiant de deux pandemonium de "money mong[ers"] qui, après des jours et des nuits d'abject marchandage[, ont] fini par éliminer toutes les personnalités marquante[s pour] se contenter du plus inoffensif des "pis-aller". [Le] "pow-wow" gigantesque et tapageur a dégénéré en [une] vulgaire foire au "dark horse".

Dans le monde anglo-saxon, l'idéal semble donc a[voir] été, pour les chefs de partis, d'enrégimenter leurs pa[rti]sans en deux clans absolument semblables, et se fais[ant] vis-à-vis comme les pièces d'un jeu d'échecs. Dans c[ha]que camp, il y a eu en nombre égal, roi, chevaliers et fo[us,] c'est-à-dire des grands seigneurs, des profiteurs et [des] dupes.

Alors chacun des partis est devenu une manière [de] microcosme identiquement organisé et composé d'éléme[nts] semblables. Comme disait l'immortel Swift, si, dans [le] parti des "gros-boutiens", on observe qu'il y a un gr[and] nombre d'agriculteurs, on s'efforce de faire entrer dan[s le] parti des "petits-boutiens" un égal nombre, au moins,

ysans, et ainsi de suite. Chacun des deux partis se mpose d'un égal nombre, à peu près, d'"agrariens", d'ar-sans, de négociants, de manufacturiers, de médecins, de taires, d'avocats, voire, de membres du clergé (eux-êmes furent quelque peu divisés), et les hommes d'affai-s, les financiers véreux, les agioteurs de tout acabit se nt faufilés dans les rangs des bataillons, avec ou sans vitation, pour y opérer non pas au profit de la commu-uté, ou au profit du parti, mais pour leur propre et ex-usif profit à eux.

Parce que ça se fait comme cela en Angleterre, ce n'est s une raison. Là, on a pu voir des whigs grands sei-eurs en possession, depuis des générations, d'innom-ables quartiers de noblesse, faire partie d'un ministère adstone, le "grand old man", qui n'était pas même iré" (ou "siré"); tandis que le parti tory, sous la di-ction de l'aristocrate Salisbury, marquis authentique, bissait l'influence plus ou moins occulte, mais néfaste, Joe Chamberlain, manufacturier d'écrous, très cossu, -radical, transfuge et impérialiste. L'illogisme et bsurdité de cette situation se manifesta un jour d'une anière éclatante, lorsqu'on laissa par mégarde, — mé-rde qui était une bévue, — le manteau de Gladstone mber sur les épaules de Lord Rosebery, grand seigneur vieille souche, allié des Rothschild, philanthrope à ses ures, mais ploutocrate, et aussi impérialisant que amberlain, Cécil Rhodes, Lord Milner, etc.

Sans remonter trop haut dans l'histoire du parle-ntarisme anglais, nous pouvons observer que Gladstone, au cours de son très long règne, forma quatre minis-es, — (un record) — fit entrer dans chacun de ces binets, des aristocrates de la chambre des Lords, en me temps que des représentants de presque toutes les sses de la société. Cependant, nous croyons que c'est

à Campbell-Bannerman, son deuxième successeur, revient l'honneur d'avoir fait asseoir au banc des mi tres, le premier ouvrier, John Burns. Et son adver Lord Salisbury, comme Derby et Disraëli d'ailleurs, autant, bien aise de trouver son bâton de vieillesse que dans la personne de Joe Chamberlain.

On a assez dit que le peuple anglais est, de to peuples de la terre, celui qui sait le mieux se gouve Malheureusement, ce n'est pas tout à fait aussi bea cela, et pour s'en convaincre, il n'est pas besoin de r ler des faits historiques lointains comme le Long ment, la "décollation" de Charles I, et les farces lug du premier Cromwell. La meilleure part de notre rience est faite de nos malheurs. Ainsi pour les peu et les politiciens anglais, se rappelant la sombre époq Cromwell, s'efforcèrent d'évoluer vers la démocratie le moins de heurt possible. Mais aujourd'hui, paro légèrement le mot fameux du visionnaire d'Elseneur, pourrions dire: "There is something rotten in Alb Nous y voyons le spectacle d'une ploutocratie rapace, tresse des deux partis politiques, qui abuse de sa force pressurer les classes laborieuses. La plaie abjecte du périsme, qui s'étale dans les grandes et les petites v est la honte et la réprobation de la haute aristoc jouisseuse et égoïste.

Et que dire de la vénalité qui est une autre plaie grande politique anglaise? Un seul exemple, mais c téristique: un brigand, un simple "colonial", qui empoché des millions en brassant une sale affaire ment, — Max Aitkins, de son ex-petit nom, — débarqu jour en Angleterre, pays de boutiquiers, où l'on bro de tout, acquiert un siège à la Chambre des Lords, se appeler Lord Beaverbrook gros comme le bras, et défi vement, entre dans le Conseil privé de Sa Majesté, co on entre dans un moulin. Il est vrai que le noble lo

pas très longtemps ministre impérial: à la faveur d'une petite maladie plus ou moins diplomatique, on le bouta s du cabinet sans plus de façon qu'on l'y avait laissé rer. Pour se donner un peu d'influence, notre chevar de haute industrie, a fait son petit Northcliff, il a eté quelques journaux, chat en poche, avec le "good l", les immeubles, le matériel, la conscience et les convicné des rédacteurs, la bonne volonté des lecteurs, etc., Et le voilà qui remplit le monde anglo-saxon du it de sa haute renommée en faisant résonner ses mils au fond de sa grosse caisse.

Un jour, certain membre de la Chambre des Lords, à il restait un soupçon de décence, et un tant soit peu le s du ridicule, — était-il Celte, Picte, ou Gallois? — erpella le ministère pour protester contre cette vénalité charges publiques qui déshonore la politique anglaise. ui fut répondu, officiellement, que si l'on n'avait aucun e à offrir pour encourager les âmes généreuses, et répenser leur digne émulation, on priverait la nation nnombrables et plantureux bénéfices. Cette réponse, ait l'Hypocrisie chaperonnant la Vénalité.

Après ce très long préambule historique j'aborderai question si importante des programmes politiques. De t temps, dire à un chef de parti comme au dernier de partisans qu'il n'avait pas de programme c'était l'injur. Pour être pris au sérieux dans toute discussion poliue, il faut avoir un programme, ou appartenir à un parqui en a un.

Mais élaborer un programme, voilà la grande difficulpour les chefs de partis comme ils sont actuellement stitués. Si chez les "gros-boutiens" de nos jours, on pte un programme qui favorise un petit nombre de priégiés, — disons les hommes d'affaires, — il les favorira au détriment de la masse. Pour les groupes escamés

pour les individus, une faveur faite à l'un l'est pre
toujours au prix d'une injustice faite à un autre ou à
sieurs autres. Le programme d'un grand parti es
cessairement une manière de cote mal taillée, et en p
que, un misérable petit jeu de perpétuelle duperie.
le menu frétin du parti, chacun est à se demander si
la classe sociale à laquelle il appartient qui finira par
la dupe de personnages plus agissants ou simplement
chanceux. Généralement, ce sont les petites gens
écopent. — Et dans le camp adverse, chez les "petits-
tiens", si c'est le contraire sous le rapport de la couleu
drapeau, c'est absolument la même chose sous tous les
tres rapports.

Pratiquement, il en résulte que le peuple se dési
resse des questions vitales concernant ses plus chers i
rêts. La sagesse des nations, dans l'expression lapid
de ses intimes sentiments, nous a dotés de ces deux p
verbes politiques brutalement vrais pour notre malhe
"Plus ça change, plus c'est la même chose", et; "la po
que, c'est: ôte-toi de là que je m'y mette." Comme co
laire, on en est venu à croire que ceux qui, à l'époque
élections, recherchent la faveur d'un mandat populair
font dans leur intérêt personnel exclusivement, et qu
sont disposés à payer les avantages désirés le prix que
vaut en bonne monnaie courante. L'électeur en géné
et l'électeur rural en particulier, apathique et peu i
ressé en ce sens qu'il se considère roulé d'avance, ne
donne pas la peine d'aller voter à moins qu'il n'en soit f
tement sollicité par un parent ou un ami plus intére
que lui, — s'il ne lui arrive de voter pour une considé
tion pécuniaire cyniquement offerte et acceptée. De là
nécessité, pour les grands partis, d'avoir une caisse élec
rale, et de recourir aux profiteurs, aux "money-monger
que le programme du parti favorise, pour l'alimenter.
cercle est extrêmement vicieux.

Je me suis laissé dire que vers 1878, Sir John-A. Macdonald, ayant sérieusement étudié la question fiscale, en vint à la conclusion qu'il pouvait jouer la situation à pile ou face; que si ses adversaires choisissaient le libre-échange, il choisirait la protection, et vice versa, qu'au fond, c'était kif kif. Un beau matin, il opta définitivement pour la protection. Y eut-il à cette époque, une grande convention de tout le parti conservateur, ou libéral-conservateur, convoquée par le grand chef dans le but de faire ratifier le programme élaboré par lui-même, et probablement avec l'aide de quelques intimes?

Si semblable convention eut lieu, voici comment les choses ont dû se passer: les principaux orateurs du parti ont fait de beaux grands discours pour vanter les grands avantages du nouveau programme. Il y eut beaucoup d'applaudissements, surtout dans le groupe des manufacturiers et des grands financiers. Mais sur les bancs éloignés, aux quatre coins de la salle l'enthousiasme ne fut pas aussi bruyant. Des binettes un peu ahuries s'interrogèrent de l'oeil pour se demander s'il n'y avait pas quelqu'un de dupe dans cette affaire.

On allait lever la séance et aller se préparer pour le banquet du soir, quand, au fond de la salle, un quidam, qui n'avait pas été invité à parler, se lève et se mét à "poser" des remarques désobligeantes, et à faire des questions indiscrètes. Très bref, il se contente de dire que les grands parleurs ont toujours été des petits faiseurs, et les grands prometteurs de petits donneurs. Ce discours, un peu court, ne produit pas grand effet, mais à l'autre bout de la salle, un autre inconnu se lève. Celui-là, coiffé d'une tuque de laine, et vêtu d'une longue bougrine, attire tous les regards et fait beaucoup d'effet avant d'avoir soufflé mot. C'est le classique "Paysan du Danube" faisant irruption dans le Sénat romain. Il se plante sur un banc et dit:

"J'ai bien compris tout votre système, malgré tous
beaux mots de "târmes" que vous avez fourrés dans vo
discours. Votre protection, vos manufactures et tou
tremblement, ça va surtout servir à manufacturer
millionnaires. Vous prétendez que votre industrie
donner de l'ouvrage à des milliers d'ouvriers? Comm
se fait-il que mon ami l'ouvrier, qui vient justement
dire quelques mots avant moi, vous trouve si peu gé
reux, vous, messieurs les capitalistes?... L'ouvrier, m
amis, c'est un peu votre associé: vous avez besoin de
tout au moins autant qu'il a besoin de vous. Alors,
soyez donc pas si "chien" et payez-le donc. Mais si v
voulez en connaître un, messieurs les capitalistes, qui
bien indépendant de vous autres, c'est moi l'habitant.
me serait assez facile de me "r'accoutumer" à vivre co
me on vivait chez nous du temps de mon défunt gran
père; cultiver mon "bien" pour moi tout seul, manger
bon pain de blé et de la bonne soupe au pois, m'habiller
bonne étoffe du pays, porter des bottes sauvages, et ri
acheter chez les marchands pour pas payer de votre ta
Qu'est-ce que vous diriez de cette politique, messieurs
industriels? Après cinq ans de ce régime, votre pe
vaudrait pas la peine d'être tannée, et ce qu'il y aurait
dans ne ferait pas une bonne "façon" de savon. J'ajou
rai en passant que si nous avons vendu notre beurre, not
fromage, notre sucre d'érable et notre bois un bon pr
c'est pas à cause de votre protection, mais parce qu'il y
beaucoup de monde en Angleterre et aux Etats-Unis.
a pas besoin d'être un phénix et d'avoir été "poussé a
études" pour comprendre ça. Vous vous êtes vantés ég
lement de nous avoir prêté de l'argent pour faire des bea
chemins dans nos campagnes. Nous vous en remercion
notre argent aurait pu être beaucoup plus mal employ
Cependant c't'argent-là, le gouvernement se l'est pas ser
de dans la viande, mais il nous l'a soutiré en douceur so

texte de taxes, — attendu que tout argent est produit r le travail de ceux qui travaillent. Maintenant le gounement nous reprête notre argent pour nous faire trailler à nos chemins, et il faudra plus tard le lui rendre. troisième point de mon discours, c'est que dans les proines élections, si vous et vos pareils nous envoyez des nes-becs nous débiter des beaux discours pour nous faiaccepter la taxe sur les faulx, les pelles et les pioches nous achetons aux "Etats", nous leur entrerons le nche de notre broc quelque part. Avez-vous com-s?..."

Les politiciens qui entourent le grand chef sont develivides. Personne ne dit mot, mais tout le monde se: "Si c't'animal et tous les autres "bottes sauvages" pays allaient s'aviser de faire comme il dit!"... Le retors des politiciens, un ministre ayant la langue pendue, se lève et dit: "Mes bons amis, ne vous vexez Il est vrai que le haut commerce et la grande inrie sont ce qu'il y a de mieux pour faire profiter nos taux, mais vous, les producteurs, en profitez bien ausn petit peu, indirectement. J'irai plus loin: j'admetque nous les capitalistes, nous avons récolté un petit plus, et vous, les producteurs un petit peu moins que s eussions dû, réciproquement. Quand il s'agit des nces de toute une nation, de tant et tant de millions en il est bien difficile, dans la répartition des prode tomber juste du premier coup, mathématiquement. s, voici ce que je vous propose: nous les capitalistes, s sommes décidés de mettre de côté une part, — je dis partie: nous avons bien gagné quelque chose; tant de les, tant de soucis, ont bien leur prix... Donc, nous tous de côté une part de nos profits, pour en faire un ds commun considérable. Lors des élections, nous fions cet argent à des amis honnêtes et fiables qui iront s vos campagnes. Ils vous demanderont combien, de-

puis que la protection existe, vous avez payé de taxes vous n'eussiez pas payées si la protection n'avait ja existé, et l'argent que vous avez payé de trop vous remis. C'est simple et pratique. Je sais bien que esprits obtus et timorés vont lâcher le grand mot de ruption électorale. Si ceux-là ont un système ... cable à nous proposer, nous sommes prêts à entendre discuter tout projet honnête. Comme je viens de vo dire, lorsqu'il s'agit d'établir une honnête et équitabl partition de la richesse chez un grand peuple, il est à près impossible de tomber juste du premier coup. nous qui avons eu un peu trop, nous offrons de partag vec vous qui avez eu trop peu. Nous offrons une second partition des avantages pour corriger les erreurs de la mière, erreurs involontaires et inévitables. Nous rons que vous aurez assez d'esprit public, de civisme patriotisme pour estimer à sa juste valeur l'honnête notre proposition, et surtout notre bonne volonté."

En 1893, Sir Wilfrid Laurier convoqua une gr convention du parti libéral. Un programme très éla fut adopté après d'assez longues discussions. Les pr paux articles de ce programme consistaient en deux messes: faire un règlement équitable de la très épin question des Ecoles du Manitoba, et opérer un rama ment du tarif pour favoriser un peu plus le consom teur. Pendant toute la campagne électorale de 1896, Wilfrid dénonça la politique de haute protection, ma ne s'engagea jamais à établir le libre-échange dan pays. Arrivé au pouvoir, il remania le tarif. Mais mi ses partisans, il y en eût qui trouvèrent qu'il avait trop loin, tandis que d'autres disaient qu'il n'avait rempli ses promesses. Si bien qu'en 1911, lorsqu'il fut q tion de réciprocité avec les Etats-Unis, les financier général, et les manufacturiers de l'Ontario en particu prirent peur et se saignèrent à blanc pour renverser Wilfrid et ramener les conservateurs au pouvoir.

Sir Robert Borden, devenu premier ministre en 1911, crut devoir mieux exprimer sa reconnaissance envers ses amis qu'en disant: "C'est la voix de Toronto qui gouvernera le Dominion"! Et il fit de Sir Thomas White son grand argentier. On a dit que Sir Thomas White était un transfuge, qu'il avait été plus ou moins libéral jusqu'aux environs de 1911. Nous croyons qu'il était plus financier. Le financier politiqueur est le plus féroce des opportunistes.

Mais en 1919, le grand argentier Sir T. White, et son chef Sir Robert, tombèrent tous deux malades: comme il arrive à nombre de politiciens, leur maladie était à la fois physique et politique, et ils ne s'en relevèrent jamais. Les plus grands médecins du pays, appelés en consultation, déclarèrent que le microbe de cette maladie était un vibrion des plus nocifs, un microbe nouveau, le "Drurycoccus".

Le succès foudroyant des fermiers-unis lors des dernières élections provinciales de l'Ontario avait empêché ces messieurs de dormir pendant de si longues nuits, qu'ils en étaient demeurés fourbus.

Je terminerai par une manière d'apologue. Un jour, le chef des "gros-boutiens" — (d'une grande colonie anglaise) — rencontre le chef des "petits-boutiens" dans la rotonde d'un grand hôtel de la capitale. Il l'entraîne dans l'embrasure d'une fenêtre, et lui tient à peu près ce langage: "Je suis "gros-boutien", je suis né "gros-boutien" et j'entends le demeurer toujours. Je regrette beaucoup de voir tous les jours quelques-uns de mes partisans me lâcher, et les quelques fidèles amis qui me restent se chamailler sans cesse. Enfin, je suis un homme coulé. Il est inutile de continuer plus longtemps nos petites luttes de parti pour nous donner en spectacle à cette collection de "mal-peignés" et de "mal-bottés" qu'on appelle le gros public ou plus pompeusement l'élec-

torat. Au reste, il y a déjà beau temps que, dans le peuple on sait que nos chicanes de parti ne sont qu'une ruse, qu'au fond, nous nous entendons très bien, pour arranger nos petites affaires en hommes d'affaires. Soyons bon compte: laissez-moi aller en paix au bout de ma co c'est-à-dire à peu près au terme de mon mandat, et mon honneur d'homme d'affaires, je vous promets choses: D'abord, je m'engage à ne faire qu'une seule sion avant de faire des élections. De plus, avant, durant après ladite session, je vous promets de faire des extravagances si énormes et de dire des bêtises si révoltantes vous êtes sûr de prendre le pouvoir, avant un an. Pens jeune homme, devenir premier ministre à votre âge, très beau. Mais entre hommes d'affaires que nous somm c'est toujours donnant donnant, et en retour de mes si offices, vous me promettrez, sur votre honneur d'hom d'affaires toujours, que pendant les cinq années que v serez au pouvoir, vous ferez assez de bévues, vous d assez de platitudes dans vos discours, et vous laiss dilapider le trésor dans de telles proportions, que mon tour au pouvoir deviendra inévitable au bout des cinq nées que je veux bien vous allouer. Enfin, si nous ven à mourir, si nous tombons malades, ou si la politique v à nous dégoûter, nous recommanderons bien à nos suc seurs de nous imiter." "Tope là, dit l'autre, voilà ce s'appelle parler! Disons donc ensemble comme ce dé grand homme de la province de Québec, un jour de Sa Jean-Baptiste: *"Cessons nos luttes fratricides, unis nous"!* (Mercier). Le voilà enfin trouvé le fin mo l'unionisme!

Et les choses allaient très bien. Après la mémor entrevue des grands chefs, chaque lustre amenait un ch gement de gouvernement. Les politiciens se la coula douce, et aucun d'eux ne voyait ses cheveux blanchi tomber par suite de l'inquiétude ou de surmenage. M

près un demi-siècle de ce régime, ce que l'on est convenu appeler les classes dirigeantes constataient avec stupeur ue la révolution grondait dans les bas-fonds de la société, ue les habitants de la campagne ne pouvaient plus "ses-r" les politiciens des villes, que les salariés de tout poil aient perpétuellement en grève, tandis que les brasseurs affaires, les mercantis, les profiteurs de tout acabit, re-orgeaient d'écus et de banknotes, mais grognaient de leur ôté, en constatant, —sans pouvoir trop se l'expliquer, — ue la puissance d'achat, la valeur relative de leur argent, facilement acquis, diminuait de jour en jour.

Le ridicule de la situation politique décrite au cours l'apologue ci-haut saute aux yeux. Cependant c'est que feraient pratiquement les hommes d'affaires si on ur laissait, à eux tout seuls, l'administration de la chose ublique. Par exemple, le jeudi de telle semaine, le remier ministre, entouré de tous ses collègues, siège dans salle du conseil privé pendant que le chef de l'opposition ent un petit caucus d'intimes dans ses appartements alement privés. De côté et d'autre, on fourbit des ar-es pour une lutte gigantesque et suprême qui doit se li-rer dans quelques jours dans l'enceinte du parlement, et elques mois plus tard, devant le peuple, au cours d'une tte électorale. Le samedi suivant, tous ces bouillants lversaires, qui avaient délibéré en camps retranchés à ttawa, au milieu de la semaine, se retrouvent à Toronto à Montréal, réunis autour du tapis vert du bureau de rection du C. P. R., de la Banque de Montréal, du "trust" l'acier, du "trust" du ciment, de tous les "trusts" ima-nables. Là, les féroces lutteurs d'avant-hier sont mués gais compagnons qui s'entendent — c'est bien le cas de dire, — comme larrons en foire.

C'est un axiome très connu qu'en affaires, il n'y a pas il ne doit pas y avoir de question de sentiment. C'est le truggle for life" dans l'acception la plus brutale du mot.

La manière caractéristique dont un groupe de fina assemblés traite des affaires publiques ressemble a celle de ce conseil des ministres d'Espagne lorsque Blas, faisant irruption au milieu d'eux, leur lança l trophe bien connue:

"Bon appétit, messieurs!
O ministres intègres!
"Conseillers vertueux! voilà votre façon
"De servir, serviteurs qui pillez la maison!......
(Hugo, Ruy Blas, acte III, sc. 2)

Il n'est pas de pires admirateurs de la chose que que des millionnaires mesquins, et des gens qui o jà beaucoup d'argent et rêvent d'en avoir encore bea plus. Pour caractériser, illustrer, et en même condamner l'intrusion des faiseurs de la haute fi dans l'administration de la chose publique, je ferai titres de deux comédies du répertoire contempora (une de E. Fabre, et l'autre de O. Mirbeau) — un p be se lisant comme suit: VENTRES DORES: MAU BERGERS.

Comme fin finale je me permettrai de rappel mot de l'abbé Sieyès prononcé au début de la Révol au sujet du tiers-état, et de l'appliquer à nos agricul (et aux autres producteurs qui n'habitent pas les vi "Qu'ont-ils été jusqu'à aujourd'hui: Rien! — Que dev ils être? — TOUT."

ANATOLE



